

CHAPITRE

1

LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les chiffres clés des collectivités locales

► **66,1 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2017, répartis dans 18 régions, 101 départements et 35 416 communes.**

Répartition des communes selon leur taille

Taille de la commune	Nombre de communes	Répartition des communes	Répartition de la population	Taille de la commune	Nombre de communes	Répartition des communes	Répartition de la population
Moins de 200 h.	8 923	25,2 %	1,6 %	Moins de 200 h.	8 923	25,2 %	1,6 %
De 200 à 500 h.	9 860	27,8 %	4,9 %	Moins de 500 h.	18 783	53,0 %	6,4 %
De 500 à 2 000 h.	11 340	32,0 %	16,8 %	Moins de 2 000 h.	30 123	85,1 %	23,3 %
De 2 000 à 5 000 h.	3 144	8,9 %	14,7 %	Moins de 5 000 h.	33 267	93,9 %	38,0 %
De 5 000 à 10 000 h.	1 177	3,3 %	12,4 %	Moins de 10 000 h.	34 444	97,3 %	50,3 %
De 10 000 à 20 000 h.	516	1,5 %	10,8 %	Moins de 20 000 h.	34 960	98,7 %	61,1 %
De 20 000 à 50 000 h.	331	0,9 %	15,3 %	Moins de 50 000 h.	35 291	99,6 %	76,4 %
De 50 000 à 100 000 h.	83	0,2 %	8,3 %	Moins de 100 000 h.	35 374	99,9 %	84,7 %
100 000 h. et plus	42	0,1 %	15,3 %	Toutes tailles confondues	35 416	100,0 %	100,0 %

Source : Insee, recensement de la population, population municipale en vigueur en 2017 (millésimée 2014).

Répartition des départements selon leur taille

Taille du département	Nombre de départements	Répartition des départements	Répartition de la population	Taille du département	Nombre de départements	Répartition des départements	Répartition de la population
Moins de 300 000 h.	26	25,7 %	7,9 %	Moins de 300 000 h.	26	25,7 %	7,9 %
De 300 000 à 500 000 h.	24	23,8 %	13,9 %	Moins de 500 000 h.	50	49,5 %	21,8 %
De 500 000 à 800 000 h.	24	23,8 %	23,2 %	Moins de 800 000 h.	74	73,3 %	45,0 %
800 000 h. ou plus	27	26,7 %	55,0 %	Toutes tailles confondues	101	100,0 %	100,0 %

Source : Insee, recensement de la population, population municipale en vigueur en 2017 (millésimée 2014).

Répartition des régions selon leur taille

Taille de la région	Nombre de régions	Répartition des régions	Répartition de la population	Taille de la région	Nombre de régions	Répartition des régions	Répartition de la population
Moins de 1 000 000 h.	6	33,3 %	3,7 %	Moins de 1 000 000 h.	6	33,3 %	3,7 %
De 2 000 000 à 4 000 000 h.	5	27,8 %	23,7 %	Moins de 4 000 000 h.	11	61,1 %	27,4 %
De 4 000 000 à 6 000 000 h.	4	22,2 %	33,5 %	Moins de 6 000 000 h.	15	83,3 %	60,9 %
6 000 000 h. ou plus	3	16,7 %	39,1 %	Toutes tailles confondues	18	100,0 %	100,0 %

Source : Insee, recensement de la population, population municipale en vigueur en 2017 (millésimée 2014).

L'intercommunalité à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2017

	Nombre de groupements à fiscalité propre	Nombre de communes regroupées
Métropoles	14	706
Communautés urbaines (CU)	15	624
Communautés d'agglomération (CA)	219	7 282
Communautés de communes (CC)	1 018	26 740
Ensemble des groupements à fiscalité propre	1 266	35 352
<i>dont groupements à fiscalité professionnelle unique</i>	<i>1 022</i>	<i>28 630</i>
Métropole de Lyon *		59
Ensemble		35 411

Sources : DGCL, Banatic.

* Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes couvertes par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Chapitre 1

► En 2015, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales se sont élevées à 169 Md€ et leurs investissements à 47 Md€.

Les finances des collectivités locales en 2015

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre ^(a)	Secteur communal ^(a)	Départements	Régions	Ensemble
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)	68,7	22,6	91,3	59,1	18,3	168,8
Achats et charges externes	16,7	6,3	23,0	5,3	2,1	30,4
Frais de personnel	36,9	7,8	44,7	12,2	3,3	60,1
Charges financières	2,3	0,8	3,1	0,9	0,6	4,6
Dépenses d'intervention	9,9	6,6	16,5	39,9	12,1	68,4
Autres dépenses	2,8	1,3	4,1	0,9	0,2	5,3
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)	79,8	27,6	107,5	65,6	22,9	196,0
Impôts locaux	43,8	9,9	53,7	21,6	4,8	80,1
Autres impôts et taxes	6,4	4,7	11,1	23,7	10,2	45,0
Concours de l'État	16,9	8,3	25,2	13,0	6,6	44,8
Subventions reçues et participations	3,7	1,3	4,9	4,5	1,0	10,5
Ventes de biens et services	5,6	2,5	8,1	0,4	0,0	8,5
Autres recettes	3,5	0,8	4,4	2,4	0,3	7,1
ÉPARGNE BRUTE (3) = (2)-(1)	11,1	5,0	16,2	6,5	4,6	27,3
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)	19,3	8,2	27,5	9,8	9,6	46,9
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)	11,1	3,6	14,7	3,0	2,9	20,6
DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)	88,0	30,8	118,8	68,9	27,9	215,7
RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)	90,9	31,2	122,1	68,6	25,8	216,6
Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)	+2,9	+0,4	+3,3	-0,3	-2,1	+0,9
Remboursements de dette (8)	6,1	2,1	8,2	3,0	2,1	13,3
Emprunts (9)	6,2	2,3	8,5	3,6	4,1	16,2
Variation du fonds de roulement = (7+9)-(6+8)	+2,9	+0,6	+3,6	+0,4	+0,0	+3,9
Dette au 31 décembre (10)	64,3	23,4	87,7	34,1	24,0	145,8
Ratios :						
Taux d'épargne brute = (3)/(2)	14,0 %	18,2 %	15,0 %	9,9 %	20,1 %	13,9 %
Taux d'endettement = (10)/(2)	80,5 %	84,8 %	81,6 %	51,9 %	104,8 %	74,4 %
Capacité de désendettement = (10)/(3)	5,8 ans	4,7 ans	5,4 ans	5,3 ans	5,2 ans	5,4 ans

(a) Y compris métropole de Lyon.

Source : DGFIP - comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs gestion active de la dette.

Les chiffres clés des collectivités locales

► Les contributions directes ont rapporté 81,4 Md€ aux collectivités locales en 2016

Les contributions directes en 2016

(en milliards d'euros)

	Secteur communal ^(a)	Départements	Régions	Toutes collectivités
Contributions directes	54,2	22,3	4,9	81,4
Produits des 3 taxes « ménages » (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	41,0	13,8	-	54,8
Taxe d'habitation ^(b)	21,9	-	-	21,9
Taxe sur le foncier bâti	18,1	13,8	-	31,9
Taxe sur le foncier non bâti	1,0	-	-	1,0
Produits des impôts économiques	13,2	8,4	4,9	26,5
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	7,4	-	-	7,4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,5	8,2	4,2	16,9
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,6	0,3	0,7	1,5
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,8	-	-	0,8

(a) Y compris les EPT de la métropole du Grand Paris et les syndicats.

(b) Y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants et la majoration des résidences secondaires.

Remarque : pour la métropole de Lyon, le foncier bâti est affecté au niveau départemental, et la CVAE et les IFER sont ventilées entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités. Les autres contributions directes sont affectées au secteur communal.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Autres contributions perçues par les collectivités locales

montants perçus en 2015

(en milliards d'euros)

	Secteur communal ^(c)	Départements	Régions	Toutes collectivités
Impôts et taxes de la section de fonctionnement ^{(a)(b)}	17,1	23,6	9,6	50,4
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,4	8,8	0,0	11,2
Versement de transport ^(b)	3,9	-	-	3,9
Taxe d'aménagement	0,0	0,4	-	0,5
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	6,7	-	-	6,7
Taxe sur les conventions d'assurance	0,1	6,8	-	6,8
Taxe sur les certificats d'immatriculation	-	-	2,1	2,1
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,5	0,7	-	2,2
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	0,1	6,4	5,2	11,7
Taxe de séjour	0,3	0,0	-	0,3
Impôts et taxes d'Outre-mer	0,9	0,2	0,5	1,6
Taxe d'apprentissage	0,0	0,0	1,4	1,4
Autres	1,3	0,3	0,3	1,9
Impôts et taxes de la section investissement	0,9	0,0	0,2	1,1
dont : taxe d'aménagement	0,6	-	0,0	0,7
taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	-	-	0,2	0,2

(a) Non compris les frais de gestion liés aux ressources pour la formation professionnelle et l'apprentissage.

(b) Contrairement aux données publiées dans l'édition 2016, ces chiffres ne comprennent pas le versement de transport à destination du Syndicat des transports de l'Île-de-France (STIF) d'un montant de 3,647 Md€ en 2015 (PLF 2017).

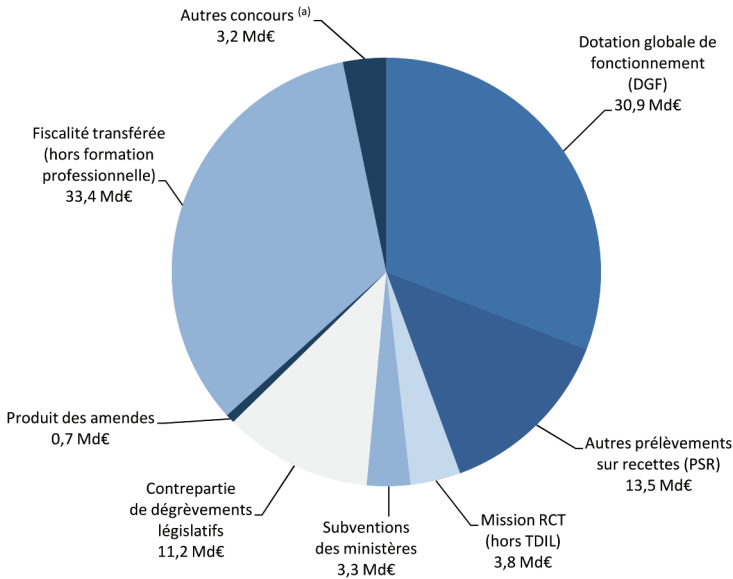
(c) Y compris métropole de Lyon et syndicats.

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calculs DGCL.

► Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales en 2017

- Dotation globale de fonctionnement **30,9 Md€**
- Fiscalité transférée **33,4 Md€**
- Dégrèvements d'impôts locaux **11,2 Md€**

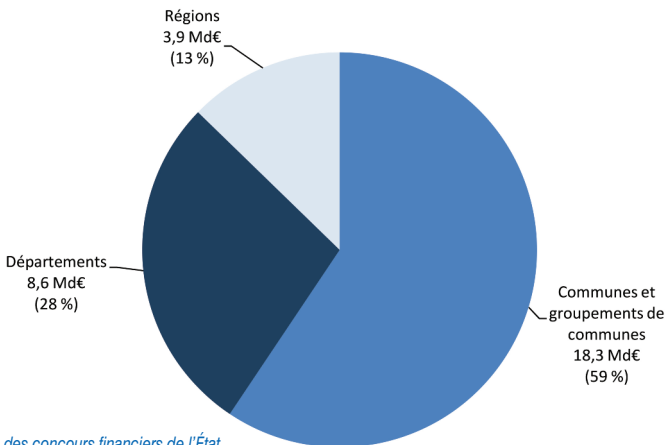
Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2017 (99,9 Md€)



Source : loi de finances initiale pour 2017.

(a) TDIL, fonds emprunts structurés, ressources formation professionnelle et apprentissage.

Répartition de la DGF entre catégories de collectivités en 2017 (30,9 Md€)



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Les effectifs de la fonction publique territoriale se stabilisent en 2015

Les effectifs par niveau de collectivité

(en milliers)

Au 31 décembre :	2013	2014/2013	2014	2015/2014	2015
Communes et établissements communaux	1 160,6	+0,6 %	1 168,1	-1,3 %	1 152,7
Organismes intercommunaux	266,9	+2,7 %	274,1	+3,7 % ^(a)	288,0
Départements et établissements départementaux ^(b)	361,9	+0,2 %	362,6	-0,1 % ^(a)	358,5
Régions	81,2	+0,4 %	81,5	+0,5 %	81,9
Autres ^(c)	8,2	+1,6 %	8,4	-2,2 %	8,2
Emplois principaux hors emplois aidés	1 878,7	+0,8 %	1 894,7	-0,3 %	1 889,3
Emplois aidés	72,6	+19,5 %	86,8	+9,4 %	94,9
Emplois principaux	1 951,4	+1,5 %	1 981,5	+0,1 %	1 984,2
<i>Emplois principaux des trois versants de la fonction publique, y compris emplois aidés</i>	5 600,4	+0,7 %	5 640,7	+0,1 %	5 648,3

(a) Évolution à périmètre constant : c'est-à-dire hors CU de Lyon en 2014, métropole de Lyon en 2015 et département du Rhône en 2014 et 2015.

(b) Services départementaux d'incendie et de secours, centres de gestion...

(c) OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y compris assistants maternels et apprentis.

Les effectifs par statut

(en milliers)

Au 31 décembre :	2013	2014/2013	2014	2015/2014	2015
Fonctionnaires	1 453,1	+1,0 %	1 468,0	+0,3 %	1 472,3
Contractuels	362,8	+0,4 %	364,2	-2,3 %	356,0
Autres ^(a)	62,8	-0,6 %	62,4	-2,3 %	61,0
Emplois aidés	72,6	+19,5 %	86,8	+9,4 %	94,9
Emplois principaux	1 951,4	+1,5 %	1 981,5	+0,1 %	1 984,2

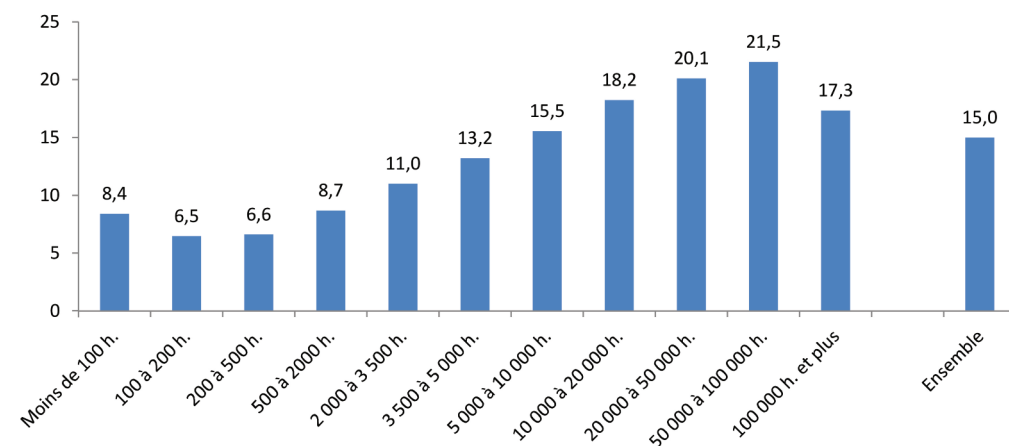
(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y compris assistants maternels et apprentis.

Taux d'administration des communes, selon leur taille

En EQTP pour 1000 habitants



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts, y compris assistants maternels et apprentis.

EQTP : Équivalents temps plein.